

La géopolitique intermittente du pétrole et du gaz naturel

Jean-Marie Chevalier*

Depuis le Rapport sur la volatilité du prix du pétrole présenté en 2010 à Christine Lagarde, alors ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, l'environnement pétrolier international a été profondément bouleversé.

- Les États-Unis sont devenus en 2019 le premier producteur mondial de pétrole brut, devant la Russie et l'Arabie saoudite. Cette évolution était totalement inattendue en 2010. Elle résulte essentiellement de la révolution du gaz et du pétrole de schiste. Le pays est en passe de devenir un exportateur net de pétrole brut, de produits raffinés et de gaz naturel, alors qu'en 2010, on anticipait que les États-Unis deviendraient un très gros importateur de GNL. Aujourd'hui, du GNL américain arrive en Europe, où il concurrence le gaz russe et norvégien.

- L'OPEP était encore en 2010 une entité relativement homogène, même si, en son sein, il y avait les pays durs partisans de prix élevés (Iran, Algérie, Venezuela) et des pays plus accommodants comme l'Arabie saoudite et le Koweït qui craignaient qu'un prix trop élevé ne réduise considérablement la demande mondiale. Aujourd'hui, l'OPEP a perdu son homogénéité avec des pays qui ont à peu près disparu au plan institutionnel (Libye, Venezuela), des pays en crise politique et/ou financière, et une nouvelle alliance (qui paraît cependant fragile) avec la Russie et une dizaine de *followers*. Le dialogue entre exportateurs et importateurs, qui avait un sens porteur en 2010 est interrompu à un moment où le G7 et le G20 sont en crise.

- En 2010, le changement climatique était un sujet de discussion et de controverse; aujourd'hui le réchauffement climatique est devenu un sujet majeur et universel de préoccupation, symbolisé par l'Accord de Paris de 2015, entériné par 195 pays. Même si les États-Unis de Donald Trump se retirent de cet accord, il demeure, du point de vue géopolitique, le premier engagement international vis-à-vis du climat. Des entreprises comme Shell, BP ou Total inscrivent maintenant leurs stratégies dans une dynamique de transition énergétique où les énergies renouvelables se substituent progressivement aux énergies fossiles comme le charbon, le pétrole et le gaz naturel. Il faut toutefois rappeler que le système énergétique actuel est très rigide et que nos consommations d'énergie dépendent encore pour 84 % des trois grandes énergies fossiles.

- En 2020 enfin, la crise de la Covid-19 a bouleversé le marché du pétrole. En quelques semaines, la demande mondiale de produits pétroliers s'est effondrée de 30 % et le cours du marché à terme est passé quelques jours en zone négative. Ces deux éléments sont du jamais vu dans l'histoire du pétrole.

Tous ces bouleversements n'ont guère modifié la logique de fonctionnement des marchés pétroliers. On a toujours une interdépendance étroite entre les marchés physiques et les marchés financiers du pétrole brut et des produits

* Université Paris-Dauphine (cf. biographies p. 71-72).

pétroliers. Les relations d'interdépendance et les actions qui y sont associées se sont encore complexifiées et intensifiées. Deux éléments majeurs expliquent cette évolution : d'abord une connexion plus étroite des marchés américains avec les marchés mondiaux, pour le pétrole brut et les produits raffinés, ensuite un développement intense de la concurrence entre les différents types de pétrole brut et de produits raffinés. Cette concurrence est toutefois affectée, pour les marchés physiques, par le prix (et le coût) d'une activité à risque : le transport des marchandises. Les raffineries s'imposent ainsi plus que jamais comme des *fuel arbitragists*, pour leurs entrants (pétroles bruts) comme pour toute la gamme de leurs produits. Les marchés du pétrole s'imposent ainsi comme une classe d'actifs, beaucoup moins importante en volume que les taux d'intérêt ou les taux de changes, mais qui représente d'innombrables opportunités d'arbitrages, de prises de risques, de couvertures de risques. Par ailleurs, la spéculation n'est pas absente; rappelons qu'en juin 2008, une grande banque d'investissement avait annoncé qu'elle anticipait un prix du brut aux alentours de 150 dollars pour la fin juillet. Ceci explique en partie la hausse du prix du brut qui atteint 148 dollars en juillet. Une telle structure et un tel fonctionnement des marchés expliquent en partie leur volatilité intrinsèque.

Les facteurs géopolitiques qui agissent sur la détermination du prix du brut n'ont pas pour autant disparu mais ils sont très différents de ce qu'ils étaient en 2010. L'OPEP est encore sous la domination de l'Arabie saoudite, qui, rappelons-le, est le seul parmi les grands pays pétroliers à disposer d'une très grande élasticité d'offre, avec une marge de 1,5 à 2 millions de barils/jour. Toutefois, le pouvoir de l'OPEP a été très affecté par la montée en puissance des États-Unis et de la Russie. De ce fait, l'Arabie saoudite a cherché un accord avec la Russie, suivie par quelques autres pays producteurs, l'OPEP devenant ainsi «l'OPEP Plus». La coordination a toutefois mal commencé. La Russie voulait soutenir des prix plus élevés mais l'Arabie saoudite a brusquement augmenté sa production pour faire chuter les prix, ceci ayant

pour but de «torpiller» le pétrole de schiste américain. La coopération semble vouloir reprendre en juin 2020. La dynamique du marché du pétrole est maintenant entre les mains de trois puissants acteurs : l'Arabie saoudite, la Russie et les États-Unis. La géopolitique est ainsi profondément modifiée. Pour Donald Trump, en période préélectorale, un pétrole bon marché fait le bonheur des conducteurs et des transporteurs routiers de passagers et de marchandises mais, d'un autre côté, il touche dramatiquement les producteurs de pétrole de schiste et tous les services qui y sont associés. Comme la production américaine de pétrole ne peut pas être régulée, même si la Commission de régulation du Texas a envisagé d'établir des quotas, Donald Trump a exploré la voie diplomatique pour concerter avec l'Arabie saoudite et la Russie une remontée des prix du brut. Toutefois, après la crise sanitaire de la Covid-19, les marchés pétroliers restent très déprimés, avec un niveau de stocks extraordinairement élevé. La grande incertitude à l'heure actuelle, c'est de savoir à quelle vitesse et avec quelle ampleur va se faire la reprise de la demande. La géopolitique du pétrole et du gaz est encore une fois à reconstruire.